



**IDRC • CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
le 30 juin 2021



Canada 

## Table des matières

<b>L'engagement du CRDI à l'égard de la transparence et de la reddition de comptes</b>	<b>5</b>
<b>Introduction au rapport financier trimestriel</b>	<b>7</b>
<b>Analyse de la direction</b>	<b>9</b>
Faits saillants de la direction	9
Mise à jour des risques	10
Aperçu de la situation financière	11
Mise à jour sur le rendement	11
Autres indicateurs financiers d'importance	18
Mise à jour des perspectives	18
<b>États financiers intermédiaires résumés, non audités</b>	<b>21</b>
Déclaration de responsabilité de la direction	21
État intermédiaire résumé de la situation financière	23
État intermédiaire résumé du résultat global	24
État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	25
État intermédiaire résumé des flux de trésorerie	26
Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés	27
<b>Nous joindre</b>	<b>33</b>

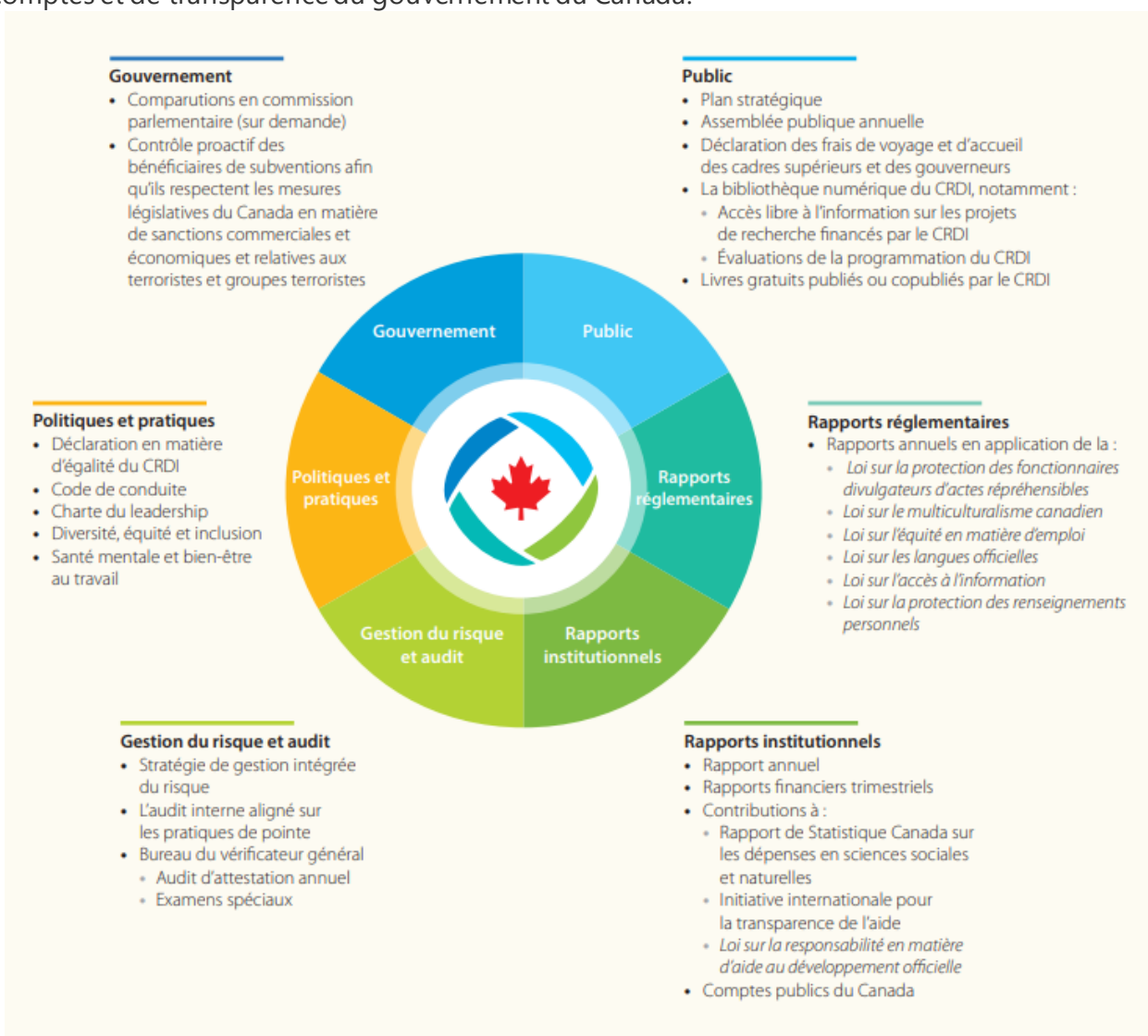


# L'engagement du CRDI à l'égard de la transparence et de la reddition de comptes

Le CRDI doit rendre compte au Parlement et à tous les Canadiens de son utilisation des ressources publiques.

Le CRDI est un organisme qui s'emploie à la transparence en fournissant des renseignements sur son site Web, dans ses publications, dans ses rapports au Parlement et mène des programmes de sensibilisation du public. En tant qu'organisme de recherche, le CRDI maintient la transparence avec ses chercheurs et la population en rendant publics les résultats de ses projets, études, articles et autres documents.

Voici quelques-unes des mesures qui aident le Centre à respecter les normes de reddition de comptes et de transparence du gouvernement du Canada.





## Introduction au rapport financier trimestriel

Le Parlement du Canada a créé en 1970 le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) dans le but de promouvoir et de faciliter la recherche sur les défis auxquels font face les régions du monde à revenu faible ou intermédiaire. Notre travail est axé sur l'autonomisation et la mise en pratique des connaissances scientifiques, techniques et autres pour aider les pays en développement.

Depuis sa création, le CRDI a cerné et relevé des défis cruciaux en matière de développement, et s'est efforcé d'aider les chercheurs des régions en développement à trouver des solutions aux problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés leurs communautés et leurs pays. Depuis ses cinq bureaux internationaux dans des régions en développement et son siège à Ottawa, le CRDI a aidé à combler le fossé numérique, à mettre en œuvre le programme du Sommet de la Terre du Canada, à résoudre les crises alimentaires mondiales, à assurer la transition démocratique dans les économies émergentes et à mettre fin à une épidémie dévastatrice d'Ébola.

La *Stratégie 2030* fait valoir une vision pour aider à bâtir un monde plus durable et inclusif, et prévoit la mission suivante pour le Centre : être un chef de file de la recherche pour le développement, en investissant dans la recherche et l'innovation de haute qualité, en partageant les connaissances et en tissant des alliances pour des sociétés plus durables, plus prospères et plus inclusives..

Dans la partie « Analyse de la direction » du présent document, vous trouverez les résultats financiers du Centre et l'évolution de sa situation au cours du premier trimestre de l'exercice qui a pris fin le 30 juin 2021. Le présent rapport a été préparé conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34) et à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables. Les états financiers intermédiaires résumés que vous trouverez dans le présent rapport n'ont pas été vérifiés.

Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande que ce rapport soit lu conjointement avec *l'Analyse de la direction et les états financiers 2020-2021*. L'information et les divulgations contenues dans *l'Analyse de la direction et les états financiers 2020-2021* s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, sauf indication contraire.

La direction est responsable de la préparation de ce rapport, qui a été approuvé le 16 août 2021 par le Comité des finances et de l'audit du Conseil des gouverneurs.



# Analyse de la direction

## Faits saillants de la direction

La direction se concentre sur des activités conformes aux priorités du Centre approuvées par le Conseil. Les paragraphes ci-dessous mettent en évidence les mesures précises prises au cours du premier trimestre de l'année financière en vue des priorités du Centre pour 2021–2022.

### **Faire avancer les nouvelles orientations stratégiques établies dans la *Stratégie 2030*.**

Le CRDI a soutenu de nouvelles initiatives clés dans ses cinq divisions de programme afin de contribuer aux objectifs énoncés dans la *Stratégie 2030*. Il s'agissait notamment d'un appel conjoint des programmes Systèmes alimentaires résilients au climat et Santé mondiale pour leur *Initiative de recherche collaborative One Health sur les épidémies*, et des appels du programme Gouvernance démocratique et inclusive sur *Comblant l'écart de justice*, par le programme Éducation et sciences sur *Promotion du genre dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques et l'intelligence artificielle pour le développement*, et par le programme Économies durables et inclusives sur *l'Autonomie économique des femmes dans le cadre de la relance économique après la COVID-19*.

Deux accords avec des bailleurs de fonds ont été signés au cours de cette période – tous deux venant compléter des partenariats existants. Le premier concernait le programme « Solutions vétérinaires innovatrices pour la résistance aux antimicrobiens » avec le ministère de la Santé et des Affaires sociales du Royaume-Uni, et le second était pour le programme Partage de connaissances et d'innovations du Partenariat mondial pour l'éducation.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Ce cadre permettra au Centre d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs énoncés dans la *Stratégie 2030* et aidera le CRDI à apprendre, à s'adapter et à corriger le tir en permanence, le cas échéant.

### **Mener une action de rayonnement stratégique et de mobilisation qui positionne le Centre en tant que rassembleur et source principale de connaissances en matière de développement.**

Des plans de partage des connaissances à l'échelle du Centre pour les changements climatiques et la COVID-19 sont en cours de mise en œuvre. Par exemple, en prévision du sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui aura lieu en septembre 2021, le CRDI collabore avec des partenaires clés comme l'Australian Centre for International Agricultural Research, l'Institute of Development Studies, la Fondation Rockefeller et Affaires mondiales Canada (AMC) afin d'organiser des forums pour faire connaître nos recherches sur les systèmes alimentaires résilients et durables dans le contexte de la COVID-19.

Le secrétaire parlementaire de la ministre du Développement international, Maninder Sidhu, a présidé le lancement canadien, organisé par le CRDI, du Rapport sur le développement dans le monde 2021 : *Des données pour une vie meilleure*, auquel ont participé le CRDI et ses bénéficiaires de subventions. Des rencontres avec des hauts fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada et d'Environnement et



Changement climatique Canada ont eu lieu pour approfondir des priorités communes telles que les soins non rémunérés, l'éducation, la réponse à la pandémie, les changements climatiques et les systèmes alimentaires.

**Renforcer un CRDI qui est adapté à ses objectifs, qui intègre et célèbre la diversité et l'inclusion, et qui dispose d'un personnel en bonne santé et mobilisé.**

Conformément aux objectifs de la *Stratégie 2030*, le Centre a poursuivi son programme de transformation, qui vise à renforcer l'organisation afin de garantir qu'elle ait un impact, qu'elle travaille intelligemment et qu'elle raconte son histoire d'une manière qui trouve un écho auprès des publics du monde entier. Le Comité de la diversité, de l'équité et de l'inclusion a été formé. Il contribuera à élaborer une stratégie et un plan d'action visant à établir une base solide pour un environnement de travail diversifié, équitable et inclusif.

Afin de favoriser le bien-être, la santé et la sécurité des employés, la Division des personnes et de la culture organisationnelle a fait appel à deux conférenciers spécialisés dans la santé mentale sur le lieu de travail, qui ont donné des conférences virtuelles en direct aux employés.

### **Mise à jour des risques**

Au CRDI, la gestion du risque fait l'objet d'une approche continue, proactive et systématique. Intégrée dans tous les domaines d'activité du Centre, la gestion du risque est une responsabilité partagée entre les gestionnaires du Centre, qui souscrivent à une approche proactive et systématique dans ce domaine, sous la supervision du Conseil des gouverneurs. Les processus de gestion du risque du CRDI sont conçus pour cerner les risques pouvant avoir une influence sur la réalisation des objectifs du Centre, et pour gérer ces risques en fonction de critères convenus en matière de tolérance au risque. Enfin, la gestion du risque est appliquée de manière stratégique et appropriée afin de donner au Centre l'assurance raisonnable qu'il pourra réaliser ses objectifs.

La section relative aux risques qui figure dans *l'Analyse de la direction et les états financiers 2020-2021* décrit les risques opérationnels et stratégiques du CRDI qui continuent à s'appliquer.

## Aperçu de la situation financière

---



### CHARGES

**30 juin 2021 : 52,8 millions de dollars**

30 juin 2020 : 53,9 millions de dollars

Diminution totale : 1,1 million de dollars,  
soit 2,1 %.



### PRODUITS

**30 juin 2021 : 51,7 millions de dollars**

30 juin 2020 : 52,1 millions de dollars

Diminution totale : 0,4 million de dollars,  
soit 0,8 %.

---

On trouvera une analyse détaillée de ces données dans la section sur les charges et les produits ci-dessous.

## Mise à jour sur le rendement

### Charges

Les dépenses totales ont diminué d'une année sur l'autre de 1,1 million de dollars, soit 2,1 %. Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques, soit la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs. Pour l'exercice 2021-2022, le Centre a révisé les regroupements de postes budgétaires compris dans les catégories de dépenses liées au renforcement des capacités de recherche et aux services généraux et administratifs. Cette nouvelle présentation est le résultat de changements visant à assurer l'alignement avec la *Stratégie 2030*. Les changements apportés au regroupement pour 2021-2022 font que : 1) les services de technologie de l'information et le bureau de la vice-présidente, Stratégie, régions et politiques sont présentés sous les services généraux et administratifs; et 2) l'administration des bureaux régionaux est transférée dans le cadre du renforcement des capacités de recherche avec les autres charges des bureaux régionaux. Certains totaux ont été reclassifiés, voir la note 12 dans les états financiers pour plus de détails.

**TABLEAU 1: CHARGES**

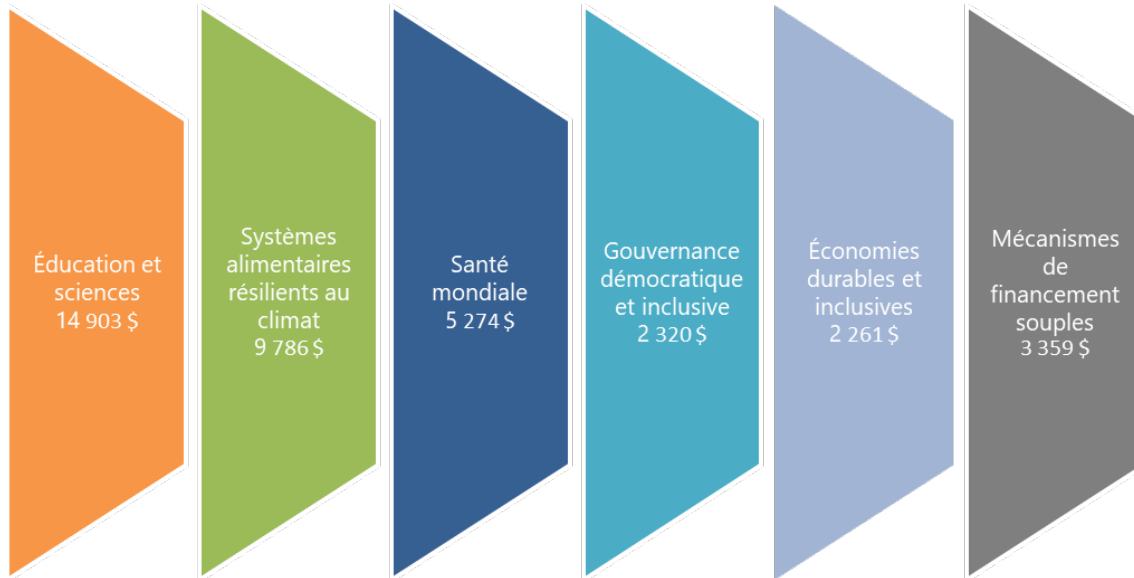
(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			
	2021	2020	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations		
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>				
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	18 599	19 511	( 912)	(4,7 %)
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	19 304	18 300	1 004	5,5 %
Renforcement des capacités de recherche	9 270	10 226	( 956)	(9,3 %)
	<b>47 173</b>	<b>48 037</b>	<b>( 864)</b>	<b>(1,8 %)</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>5 611</b>	<b>5 891</b>	<b>( 280)</b>	<b>(4,8 %)</b>
<b>Total des charges</b>	<b>52 784</b>	<b>53 928</b>	<b>(1 144)</b>	<b>(2,1 %)</b>

Les charges pour la **programmation de la recherche en développement** ont diminué de 1,8 % pour le trimestre se terminant en juin 2021 pour atteindre 47,2 millions de dollars (48,0 millions de dollars en juin 2020). Les dépenses de projets de recherche financés par le crédit parlementaire ont diminué de 4,7 % pour le semestre qui s'est terminé en juin 2021 (de 18,6 millions de dollars en juin 2020 à 19,5 millions de dollars). Cette baisse est principalement due aux décaissements de fonds pour les projets de réponse rapide à la COVID-19 qui ont été approuvés à cette période l'année dernière.

La contribution financière de bailleurs de fonds aux recherches a augmenté de 1,0 million de dollars (pour atteindre 19,3 millions de dollars contre 18,3 millions de dollars). Cette augmentation peut être principalement attribuée aux nouveaux grands projets. Les dépenses liées aux projets de recherche fluctuent d'une année à l'autre en fonction du portefeuille de projets.

La figure 1 donne un aperçu des charges totales afférentes aux projets de recherche par division de programme, y compris celles qui sont couvertes par le crédit parlementaire et les contributions de bailleurs de fonds. Les divisions de programme définies dans la *Stratégie 2030* sont les suivantes : Systèmes alimentaires résilients au climat, Santé mondiale, Éducation et sciences, Gouvernance démocratique et inclusive, et Économies durables et inclusives. Enfin, les Mécanismes de financement souples permettent de faire preuve d'innovation dans la programmation et de saisir des occasions inattendues qui font avancer les priorités du Centre.

**FIGURE 1: CHARGES TOTALES AFFÉRENTES AUX PROJETS DE RECHERCHE (TOUTES LES SOURCES) PAR PROGRAMME EN 2021–2022 (EN MILLIERS DE DOLLARS)**



Les charges de projets de recherche pour la période 2021-2022 **s’élèvent à 37,9 millions de dollars**. Sur cette somme, 18,6 millions de dollars proviennent du crédit parlementaire et 19,3 millions de dollars proviennent des contributions de bailleurs de fonds.

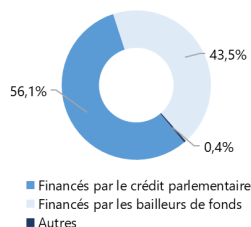
Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche**, pour les trois mois terminés le 30 juin 2021, ont été inférieures de 1,0 million de dollars, comparativement à la période correspondante de l’exercice précédent. L’écart est lié à la diminution des salaires et des avantages sociaux découlant des postes vacants et au calendrier des charges d’exploitation continues.

Les charges totales pour **services généraux et administratifs**, pour les trois mois s’étant terminés le 30 juin 2021, sont comparables à la même période de l’exercice précédent.

## Produits

Le financement du Centre provient surtout d’un crédit parlementaire et de contributions de bailleurs de fonds reçues en vertu d’accords de cofinancement. Le crédit parlementaire représente la source de produits la plus importante (voir la figure 2).

FIGURE 2: SOURCE DES PRODUITS

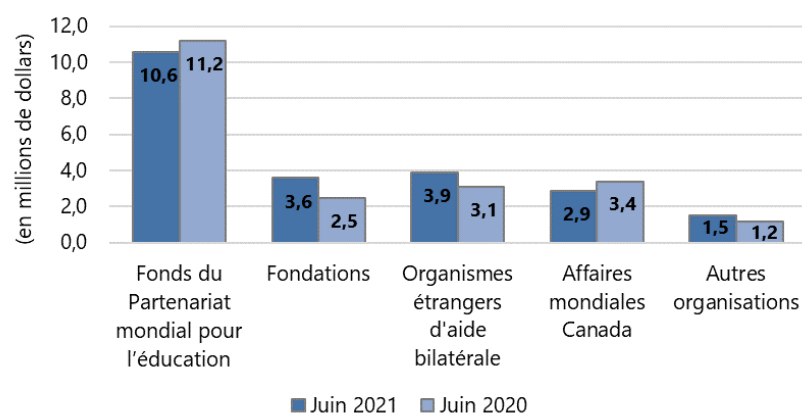


**TABLEAU 2: PRODUITS**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			
	2021	2020	Variation en \$	Variation en %
	Réalisations	Réalisations		
Crédit parlementaire	29 000	30 700	(1 700)	(5,5 %)
Contributions de bailleurs de fonds	22 479	21 360	1 119	5,2 %
Autres produits	217	57	160	280,7 %
<b>Total des produits</b>	<b>51 696</b>	<b>52 117</b>	<b>( 421)</b>	<b>(0,8 %)</b>

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2021, le **crédit parlementaire** total reçu a diminué de 5,5 % pour atteindre 29,0 millions de dollars comparativement à 30,7 millions de dollars à la même période en 2020-2021 (voir le tableau 2). Le Centre a dépensé 1,7 millions de dollars (5,5 %) de moins de la partie récurrente de son crédit parlementaire, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (voir le tableau 2). Cela est dû aux variations des besoins de financement, qui sont principalement déterminés par les charges des projets de recherche. Le montant du crédit parlementaire non récurrent était nul. Le crédit disponible pour le prélèvement à la fin de l'exercice est de 119,6 millions de dollars.

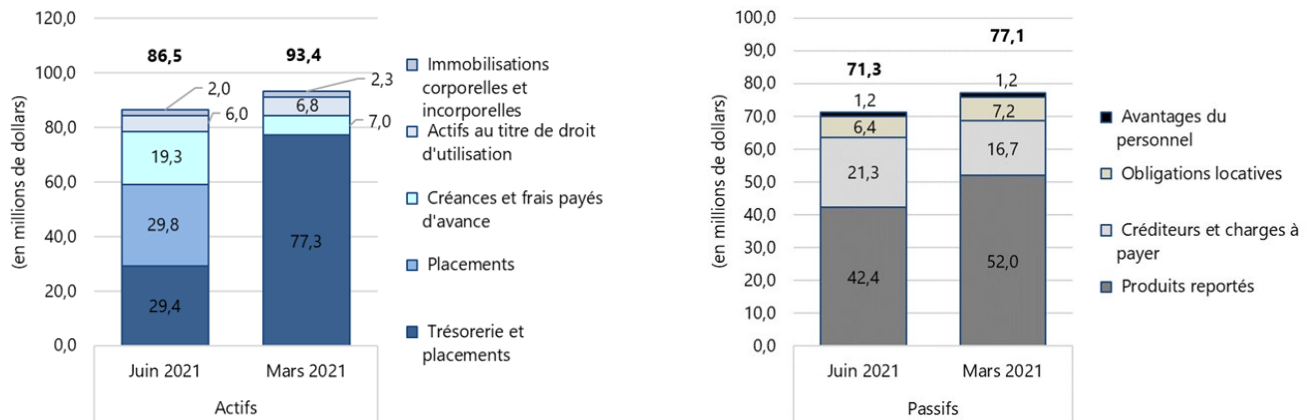
Dans les trois premiers mois de l'exercice en cours, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont augmenté de 1,1 million de dollars, soit 5,2 % par rapport à l'exercice précédent (voir le tableau 2). Les contributions provenant de bailleurs de fonds sont toujours reçues à l'avance et comptabilisées comme produits quand les charges de projet afférentes sont engagées. Il faut s'attendre à des variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre, car les charges de projet (et, en conséquence, les produits) ne sont pas réparties également sur toute la durée de chaque accord de contribution conclu avec un bailleur de fonds. Veuillez consulter la partie portant sur les charges (tableau 1) pour obtenir de plus amples renseignements sur les variations entre les projets de recherche. Les sources de revenus provenant de contributions de bailleurs de fonds sont indiquées en dollars à la figure 3.

**FIGURE 3: PRODUITS PROVENANT DE CONTRIBUTIONS DE BAILLEURS DE FONDS**

## Situation financière

La situation financière du Centre est résumée dans la figure 4. L'essentiel de l'actif est composé d'espèces et de placements en 2021-2022 et provient du cycle de financement reçu pour les programmes financés par les bailleurs de fonds. Le passif comprend une grande partie de produits reportés, qui correspondent aux fonds reçus des bailleurs de fonds, mais non encore comptabilisés comme produits.

**FIGURE 4: SOMMAIRE DES ACTIFS ET PASSIFS**

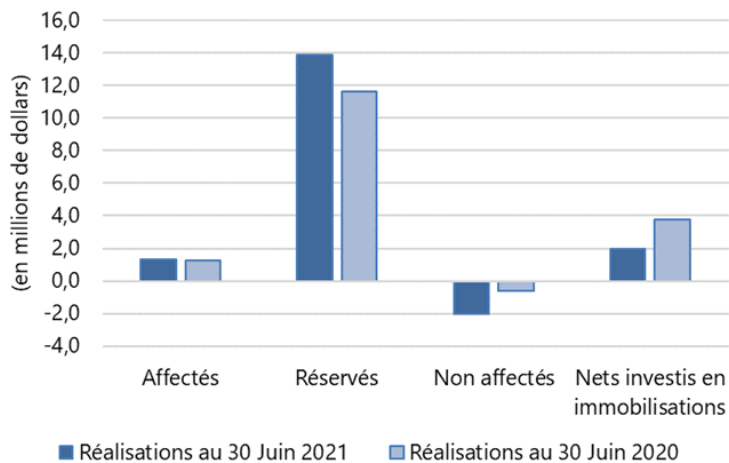


Au 30 juin 2021, les **actifs** totaux avaient diminué de 7,4 % (passant de 93,4 millions de dollars à 86,5 millions de dollars) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2021. Compte tenu du niveau de liquidités manipulées par le Centre, la direction a décidé d'investir les fonds qui ne sont pas nécessaires à court terme pour obtenir des revenus supplémentaires par rapport à ceux qui peuvent être générés sur des comptes bancaires. La plupart des placements sont constitués d'obligations et de quelques certificats de placement garanti (voir la note 2 des états financiers). Les soldes de trésorerie ont diminué en partie en raison de l'achat de placements totalisant 29,8 millions de dollars, mais aussi en raison de l'augmentation des créances. Ceux-ci ont augmenté de 12,3 millions de dollars en raison des contributions à recevoir des bailleurs de fonds et de créances provenant du crédit parlementaire plus élevées.

Le total des **passifs** a diminué de 7,5 % (passant de 77,1 à 71,3 millions de dollars) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2021. Cela s'explique en bonne partie par la diminution des produits reportés à payer pour les projets et programmes financés par les contributions de bailleurs de fonds. Cette diminution est en partie compensée par l'augmentation des comptes créditeurs et des charges à payer. Le montant des avantages du personnel indiqué dans la figure 4 représente la partie à long terme; la partie à court terme est incluse dans les charges à payer.

Les capitaux propres du Centre se répartissent en quatre catégories : non affectés, affectés, nets investis en immobilisations, et réservés. Le montant des capitaux propres dans chacune de ces catégories est établi conformément au règlement relatif aux capitaux propres du Centre.

**FIGURE 5: CAPITAUX PROPRES**



Les capitaux propres **affectés** sont stables à 1,3 million de dollars et représentent les fonds destinés à la bourse John G. Bene (1,2 million de dollars) et les fonds reçus pour les Fonds David et Ruth Hopper et Ramesh et Pilar Bhatia du Canada, qui sont utilisés pour appuyer financièrement de jeunes chercheurs, en particulier des femmes originaires du Canada, d'Inde et des Philippines, en début de carrière, au moyen de bourses et de stages (0,1 million de dollars).

Les fonds propres **réservés** sont destinés à être utilisés pour absorber les fluctuations dans le décaissement des engagements des programmes de recherche en cours, qui dépendent de la performance des bénéficiaires, et pour financer l'achat futur de biens immobiliers, d'équipements, d'immobilisations incorporelles, ainsi que les investissements ou initiatives à venir. La réserve de 13,9 millions de dollars (voir la figure 5) comprend un total de 7,5 millions de dollars mis de côté pour les améliorations locatives futures des locaux du siège social du Centre, dont le bail actuel expire en octobre 2022. Un montant de 5,9 millions de dollars est réservé pour absorber les fluctuations dans les décaissements à l'égard des engagements en cours pour les projets de recherche. Le solde des capitaux propres réservés est destiné à financer des initiatives.

Le solde négatif de 2,0 millions de dollars en capitaux propres **non affectés** (se reporter à la figure 5) correspond au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés et aux capitaux propres réservés. Ce solde reflète tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les produits et les charges. Le montant négatif est compensé par les capitaux propres réservés et devrait se résorber d'ici la fin du prochain trimestre financier.

Les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 2,0 millions de dollars, excluent les capitaux propres qui représentent les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Le solde diminue d'un exercice à l'autre, car la valeur de l'amortissement dépasse celle des acquisitions d'immobilisations. Cette catégorie de capitaux correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'État intermédiaire résumé de la situation financière. Les capitaux propres nets investis en immobilisations sont ventilés par type d'immobilisation dans le tableau 3.

**TABLEAU 3: IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES**

(en milliers de dollars)	Juin 2021
Améliorations locatives	1 374
Matériel informatique	395
Logiciels	88
Mobilier, matériel de bureau et véhicules	86
Systèmes de communication	33
<b>Total des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>1 976</b>

**Flux de trésoreries**

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2021, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie de 17,2 millions de dollars (voir le tableau 4). Cette diminution des liquidités s'explique par les sorties de fonds au profit des bénéficiaires de subventions, des employés et autres. Pour obtenir davantage de détails sur chaque catégorie (rentrées et sorties), veuillez consulter l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie du présent rapport.

Les flux de trésorerie utilisés dans les **activités d'investissement** pour les trois mois se terminant le 30 juin 2021 étaient de 29,9 millions de dollars et sont entièrement liés aux placements qui ont été achetés au cours du trimestre.

L'essentiel des liquidités et investissements dont le Centre disposait au 30 juin 2021 provient des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la note 6 des états financiers).

**TABLEAU 4: SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Variation en \$	Variation en %
	Réalisations 2021	Réalisations 2020		
Entrées	29 822	33 985	(4 163)	(12,2 %)
Sorties	(46 999)	(50 712)	3 713	7,3 %
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(17 177)</b>	<b>(16 727)</b>	<b>( 450)</b>	<b>(2,7 %)</b>
Achat de placements	(29 866)	-	(29 866)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(103)	103	100,0 %
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>(29 866)</b>	<b>(103)</b>	<b>(29 763)</b>	<b>-</b>
Paieement des obligations locatives et intérêts payés sur les obligations locatives	( 836)	( 876)	40	4,6 %
<b>Sorties de fonds liées aux activités de financement</b>	<b>( 836)</b>	<b>( 876)</b>	<b>40</b>	<b>4,6 %</b>
<b>Diminution de la trésorerie</b>	<b>(47 879)</b>	<b>(17 706)</b>	<b>(30 173)</b>	<b>(170,4 %)</b>
<b>Trésorerie au début de la période</b>	<b>77 262</b>	<b>82 380</b>	<b>(5 118)</b>	<b>(6,2 %)</b>
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>	<b>29 383</b>	<b>64 674</b>	<b>(35 291)</b>	<b>(54,6 %)</b>

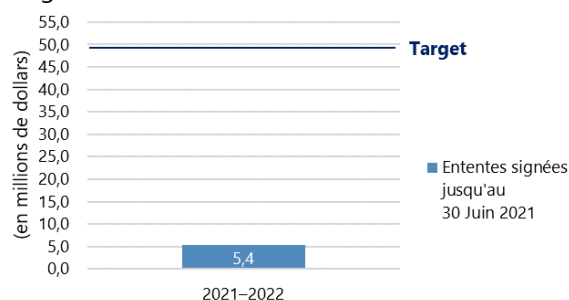


## Autres indicateurs financiers d'importance

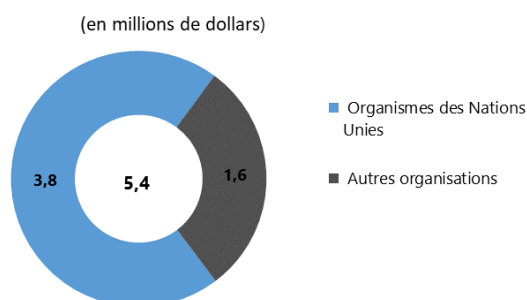
Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021, de nouveaux accords de cofinancement dont la valeur s'élève à 5,4 millions de dollars ont été conclus (se reporter à la figure 6). La direction travaille activement sur des ententes de cofinancement supplémentaires qui devraient être conclues d'ici la fin de l'exercice.

**FIGURE 6: ACCORDS DE COFINANCEMENT**

Progrès vers la cible de cofinancement 2021–2022



Accords de cofinancement par type de bailleurs de fonds pour 2021–2022



En date du 30 juin 2021, le Centre s'est engagé à verser un montant total de 223,5 millions de dollars pour la réalisation d'activités en matière de programmation en recherche pour le développement. On prévoit que la totalité de ces fonds sera versée au cours des cinq prochaines années. De cette somme, 125,5 millions de dollars devraient provenir du crédit parlementaire et 98,0 millions de dollars de bailleurs de fonds. Le tableau 5 ci-dessous présente un aperçu des engagements en cours par programme. Les informations sur les dépenses actuelles des projets dans chacun des programmes figurent sous la rubrique Dépenses dans la section Mise à jour des performances, ci-dessus.

**TABLEAU 5: ENGAGEMENTS EN COURS À L'ÉGARD DE PROJETS DE RECHERCHE PAR PROGRAMME**

(en milliers de dollars)	Juin 2021
Éducation et sciences	84 681
Systèmes alimentaires résilients au climat	57 512
Santé mondiale	28 380
Économies durables et inclusives	23 970
Gouvernance démocratique et inclusive	17 362
Mécanismes de financement souples	11 556
<b>Total</b>	<b>223 461</b>

## Mise à jour des perspectives

Aucun autre changement important n'a été apporté à l'environnement opérationnel depuis la publication de *l'Analyse de la direction et les états financiers 2020-2021* sur le site Internet du Centre.

Dans la Stratégie 2030, le Centre s'est engagé à veiller à ce qu'il devienne un organisme adapté à ses objectifs. La direction continue d'exploiter et d'entreprendre des activités qui font avancer les objectifs

prévus en vertu de la *Stratégie 2030* tout en garantissant une utilisation efficace des ressources financières pour qu'elles aient des retombées et qu'elles créent de la valeur ajoutée.

Le Centre continue de se concentrer sur la santé, la sûreté et la sécurité de ses employés, qui continuent de travailler à distance. Des plans de reprise du travail dans tous les bureaux seront mis en œuvre, conformément aux directives des responsables de la santé et du gouvernement.

Le Conseil des gouverneurs a approuvé le budget 2021-2022 avant le début de l'exercice. Les activités du Centre sont assujetties aux fluctuations saisonnières et peuvent varier d'un trimestre à l'autre. Le tableau 6 présente les perspectives financières, donnant un aperçu des produits et des charges pour la période se terminant le 30 juin 2021 et l'exercice 2021-2022.

**TABLEAU 6: MISE À JOUR DES PERSPECTIVES FINANCIÈRES**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2021				2021-2022
	Budget	Réalisations	Écart	Écart en %	Budget
<b>Éléments de l'état du résultat global</b>					
<b>Produits</b>					
Crédit parlementaire	34 900	29 000	(5 900)	(16,9 %)	148 611
Contributions des bailleurs de fonds	30 537	22 479	(8 058)	(26,4 %)	85 209
Autres produits	68	217	149	219,1 %	384
	<b>65 505</b>	<b>51 696</b>	<b>(13 809)</b>	<b>(21,1 %)</b>	<b>234 204</b>
<b>Charges</b>					
Programmation en recherche pour le développement					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	22 801	18 599	4 202	18,4 %	95 776
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	26 338	19 304	7 034	26,7 %	69 891
Renforcement des capacités de recherche	10 503	9 270	1 233	11,7 %	45 609
Services généraux et administratifs	5 711	5 611	100	1,8 %	21 976
	<b>65 353</b>	<b>52 784</b>	<b>12 569</b>	<b>19,2 %</b>	<b>233 252</b>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>152</b>	<b>(1 088)</b>	<b>(1 240)</b>	<b>(815,8 %)</b>	<b>952</b>

### Mise à jour des perspectives d'évolution des produits

Les **produits provenant du crédit parlementaire** ont été inférieurs de 5,9 millions de dollars à ceux prévus au budget pour le premier trimestre. Le Centre vise à faire correspondre les produits provenant du crédit parlementaire aux charges prévues. À l'heure actuelle, le total des produits provenant du crédit parlementaire pour l'année devrait demeurer inchangé.

Les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont été inférieurs de 8,1 millions de dollars au budget. Veuillez consulter la section portant sur la mise à jour des perspectives des charges ci-dessous pour obtenir plus de renseignements sur les variations entre les projets. Le Centre a été en communication régulière avec ses bailleurs de fonds.

### **Mise à jour des perspectives des charges**

Les **dépenses liées aux projets de recherche financés par le crédit parlementaire** sont inférieures de 4,2 millions de dollars à celles prévues au budget du trimestre. La recherche **financée par les contributions des bailleurs de fonds** a été inférieure de 7,0 millions de dollars au budget prévu pour la même période en raison de la sous-utilisation de plusieurs grands programmes, notamment le programme Partage de connaissances et d'innovations du Partenariat mondial pour l'éducation. Les paiements liés aux projets de recherche sont basés sur le rendement des bénéficiaires et sur la réalisation des étapes de recherche. Le fait que des paiements n'aient pas été effectués conformément au calendrier prévu, en particulier dans le cas de programmes pluriannuels importants et complexes, reflète leur imprévisibilité inhérente.

La direction continue à évaluer régulièrement, à surveiller et à atténuer, dans la mesure du possible, les effets de la pandémie sur les bénéficiaires de subventions et l'influence qui en résulte sur les charges de recherche. Il pourrait être nécessaire de prolonger de nombreux projets en raison de retards dans la recherche occasionnés par l'environnement changeant dans lequel les bénéficiaires de subventions travaillent. L'impact de ces retards sera pris en compte dans l'exercice de révision budgétaire semestriel.

Les charges **au titre du renforcement des capacités de recherche** ont été inférieures de 1,2 million de dollars aux prévisions budgétaires pour le trimestre. Cela est dû à la diminution des charges pour les salaires et les avantages sociaux, principalement en raison des postes vacants, ainsi qu'au calendrier des activités en cours.

L'écart budgétaire de 0,1 million de dollars pour les **charges organisationnelles et administratives** est directement lié au moment où les charges d'exploitation continues ont été engagées.

# États financiers intermédiaires résumés, non audités

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés, conformément aux exigences de la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), et de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables (Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État; GC 5200), et aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'inexactitudes importantes. De plus, la direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects importants, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

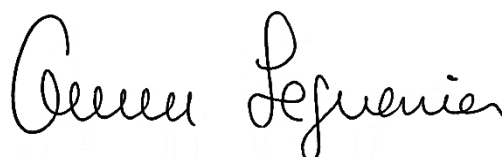
Au nom de la direction,

Le président du Centre

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph. D.

La vice-présidente, Ressources,  
et chef de la direction financière

Handwritten signature of Geneviève Leguerrier in black ink.

Geneviève Leguerrier, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 16 août 2021



## État intermédiaire résumé de la situation financière

(En milliers de dollars canadiens)

au

	<i>(non audités)</i>	<i>(audités)</i>
	<b>30 juin 2021</b>	<b>31 mars 2021</b>
<b>Actifs</b>		
Courants		
Trésorerie	29 383	77 262
Placements (note 2)	2 539	—
Créances et charges payées d'avance (note 3)	19 274	6 964
	<u>51 196</u>	<u>84 226</u>
Non courants		
Placements (note 2)	27 304	—
Immobilisations corporelles	1 888	2 182
Immobilisations incorporelles	88	151
Actifs au titre du droit d'utilisation (note 4)	6 025	6 791
	<u>86 501</u>	<u>93 350</u>
<b>Passifs</b>		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	21 337	16 729
Obligations locatives (note 5)	3 010	2 998
Produits reportés (note 6)	38 691	45 995
	<u>63 038</u>	<u>65 722</u>
Non courants		
Produits reportés (note 6)	3 647	5 992
Avantages du personnel	1 225	1 199
Obligations locatives (note 5)	3 402	4 160
	<u>71 312</u>	<u>77 073</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	(2 022)	—
Affectés	1 291	1 291
Nets investis en immobilisations	1 976	2 333
Réservés	13 944	12 653
	<u>15 189</u>	<u>16 277</u>
	<u>86 501</u>	<u>93 350</u>
Engagements (note 7)		
Éventualités (note 8)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## État intermédiaire résumé du résultat global

(Non audités - en milliers de dollars canadiens)  
Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>30 juin 2021</u>	<u>30 juin 2020</u>
<b>Charges</b>		
Programmation en recherche pour le développement (note 9)		
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	18 599	19 511
Projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds	19 304	18 300
Renforcement des capacités de recherche	<u>9 270</u>	<u>10 226</u>
	47 173	48 037
Services généraux et administratifs (note 9)	5 611	5 891
<b>Total des charges</b>	<u><b>52 784</b></u>	<u><b>53 928</b></u>
<b>Produits</b>		
Contributions de bailleurs de fonds (note 10)	22 479	21 360
Autres revenus	<u>217</u>	<u>57</u>
	22 696	21 417
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(30 088)	(32 511)
Crédit parlementaire (note 11)	<u>29 000</u>	<u>30 700</u>
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<u><b>(1 088)</b></u>	<u><b>(1 811)</b></u>

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.*

## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(Non audités - en milliers de dollars canadiens)

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>30 juin 2021</u>	<u>30 juin 2020</u>
<b>Capitaux propres non affectés</b>		
Au début de la période	—	—
Résultats d'exploitation nets	(1 088)	(1 811)
Virements nets provenant ou vers d'autres catégories de capitaux propres	(934)	1 166
Solde à la fin de la période	<u>(2 022)</u>	<u>(645)</u>
<b>Capitaux propres affectés</b>		
Au début de la période	1 291	1 275
Augmentation nette	—	—
Solde à la fin de la période	<u>1 291</u>	<u>1 275</u>
<b>Capitaux propres nets investis en immobilisations</b>		
Au début de la période	2 333	4 238
Diminution nette	(357)	(444)
Solde à la fin de la période	<u>1 976</u>	<u>3 794</u>
<b>Capitaux propres réservés</b>		
Au début de la période	12 653	12 394
Virements nets provenant ou vers d'autres catégories de capitaux propres	1 291	(722)
Solde à la fin de la période	<u>13 944</u>	<u>11 672</u>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<u><u>15 189</u></u>	<u><u>16 096</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.



## État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(Non audités - en milliers de dollars canadiens)  
Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>30 juin 2021</u>	<u>30 juin 2020</u>
<b>Activités d'exploitation</b>		
Entrées provenant du crédit parlementaire	20 804	27 700
Entrées provenant de contributions de bailleurs de fonds	8 302	5 417
Entrées provenant d'autres sources	716	868
Sorties destinées à des bénéficiaires de subventions	(33 202)	(36 569)
Sorties destinées aux employés	(8 397)	(10 274)
Sorties destinées aux fournisseurs et autres	(5 400)	(3 869)
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<u>(17 177)</u>	<u>(16 727)</u>
<b>Activités d'investissement</b>		
Achat de placements	(29 866)	—
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	—	(103)
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<u>(29 866)</u>	<u>(103)</u>
<b>Activités de financement</b>		
Paiement des obligations locatives	(746)	(763)
Intérêts payés sur les obligations locatives	(90)	(113)
<b>Sorties de fonds liées aux activités de financement</b>	<u>(836)</u>	<u>(876)</u>
<b>Diminution de la trésorerie</b>	<b>(47 879)</b>	<b>(17 706)</b>
<b>Trésorerie au début de l'exercice</b>	<u>77 262</u>	<u>82 380</u>
<b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>	<u><u>29 383</u></u>	<u><u>64 674</u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(Non audités - en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)  
Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2021

## 1. Mode de présentation des états financiers

### A) Renseignements généraux

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou le CRDI) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 comme organisme de bienfaisance enregistré par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*.

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

### B) Mode de présentation des états financiers

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34 (Information financière intermédiaire; IAS 34), à la norme GC 5200 sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État de la directive du Conseil du Trésor du Canada sur les normes comptables, ainsi qu'aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes IFRS publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs légaux du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf pour certains instruments financiers qui ont été évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens (c.-à-d. la monnaie de fonctionnement du Centre). De plus, toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars près (000 \$), sauf indication contraire.

### C) Principales conventions comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

La politique comptable relative aux investissements est présentée à la note 2.

### D) Jugements et estimations d'importance

Les principaux jugements et estimations d'importance utilisés dans ces états financiers intermédiaires résumés sont présentés dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

### E) Fiscalité

Le Centre est exonéré d'impôt, en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

### F) Pandémie de la COVID-19

Les incidences sur le Centre sont présentées dans les notes des états financiers annuels du Centre pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Au cours des trois premiers mois de l'exercice, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les impacts indiqués dans les états financiers annuels.

### G) Application de nouvelles normes comptables

#### I. Nouvelles normes, modifications et interprétations qui sont entrées en vigueur en 2021

Au cours des trois premiers mois de l'exercice, aucune nouvelle norme, modification ou interprétation ayant eu une incidence sur les présents états financiers n'a été publiée par le CNCI ou le Comité d'interprétation des normes IFRS.

## II. Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur

Modifications de la norme comptable internationale IAS 1 Présentation des états financiers : en janvier 2020, le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) a publié des modifications à la norme IAS 1 afin de clarifier les exigences relatives au classement des passifs comme étant à court terme ou à long terme. Les modifications précisent que les conditions déjà en place à la fin de la période visée par le rapport sont celles qui seront employées pour déterminer s'il existe un droit de reporter le règlement d'un passif. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023. Une application anticipée est permise. Le Centre a déterminé que les modifications n'auront aucune incidence importante sur son état financier.

Des modifications ont également été apportées à la norme IAS 16 Immobilisations corporelles et à la norme IAS 37 Provisions pour passif éventuel et actif éventuel, qui ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur. On ne s'attend à ce que ces modifications, qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, aient une incidence importante sur le Centre.

## 2. Placements

### Méthode comptable

Les investissements consistent en des actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables et des échéances fixes. Le Centre détient actuellement des obligations cotées en bourse et des certificats de placement garantis qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les investissements détenus sont conformes à la politique d'investissement approuvée par le conseil d'administration. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et inclus dans le revenu de l'année.

### Renseignements complémentaires

Le portefeuille de placements du Centre est constitué d'obligations canadiennes, provinciales et de sociétés dont les taux d'intérêt effectifs varient de 1,83 % à 2,47 % (taux d'intérêt nominal variant de 1,35 % à 7,35 %), et de certificats de placement garanti (CPG) dont les taux d'intérêt fixes varient de 0,5 % à 1,4 %. Les dates d'échéance des obligations varient de mars 2022 à mars 2031 et celles des CPG varient d'avril 2023 à avril 2026. Il est prévu que tous les placements soient détenus jusqu'à leur échéance.

La valeur comptable nette, mesurée au coût amorti, et la juste valeur de ces investissements sont présentées dans les tableaux suivants. Les justes valeurs des investissements peuvent être déterminées par (a) des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); (b) des données autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (c'est-à-dire des prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées de prix) (niveau 2); ou (c) des données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Les justes valeurs des placements du Centre ne sont pas cotées sur un marché actif, mais sont plutôt déterminées à partir des prix cotés sur un marché de gré à gré décentralisé, ce qui est considéré comme le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

	<b>30 juin 2021</b>
Placements courants	2 539
Placements non courants	27 304
	<b>29 843</b>
	<b>30 juin 2021</b>
<b>Valeur comptable nette au coût amorti</b>	
Obligations :	
Fédéral	2 989
Provincial	12 859
Entreprise	1 995
Total des obligations	17 843
Certificats de placement garantis	12 000
	<b>29 843</b>

	<u>30 juin 2021</u>
<b>Juste valeur</b>	
Obligations :	
Fédéral	2 987
Provincial	12 879
Entreprise	2 000
Total des obligations	<u>17 866</u>
Certificats de placement garantis	<u>12 000</u>
	<u><b>29 866</b></u>

### 3. Créances et charges payées d'avance

	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Créances débiteurs		
Crédit parlementaire	12 000	3 804
Contributions de bailleurs de fonds	4 527	—
Autre	<u>1 340</u>	<u>1 719</u>
	17 867	5 523
Charges payées d'avance	<u>1 407</u>	<u>1 441</u>
Total des créances et des charges payées d'avance	<u><b>19 274</b></u>	<u><b>6 964</b></u>

### 4. Actifs au titre du droit d'utilisation

	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
<b>Coût</b>		
Contrats de location au début de l'exercice	13 168	13 168
Acquisitions	<u>—</u>	<u>—</u>
	13 168	13 168
<b>Amortissement cumulé</b>		
Au début de l'exercice	(6 377)	(3 275)
Amortissement	<u>(766)</u>	<u>(3 102)</u>
	<u>(7 143)</u>	<u>(6 377)</u>
<b>Valeur comptable nette à la fin de la période</b>	<u><b>6 025</b></u>	<u><b>6 791</b></u>

Au cours des trois premiers mois de l'exercice, le Centre a dépensé une somme de 0,5 \$ pour des contrats de location touchant des actifs de faible valeur à l'égard desquels l'exemption de comptabilisation a été appliquée. Les paiements de location liés à ces contrats sont comptabilisés en tant que charges relatives au mobilier de bureau, à l'équipement et à l'entretien dans l'état du résultat global (voir la note 9).

Le 22 juin 2021, un bail a été conclu pour les locaux du Centre en Jordanie. Le bail a commencé le 1<sup>er</sup> novembre 2021 pour une durée d'un an, donc l'exemption de reconnaissance pour les baux à court terme a été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 40 dollars.

Le Centre dispose également d'un bail de onze mois pour des bureaux en Inde, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> mai 2021 et pour lequel l'exemption de comptabilisation des baux à court terme a également été appliquée. La valeur totale de ce bail est de 206 dollars et le Centre a dépensé 36 dollars en frais liés à ce bail à court terme.

Le bail à Ottawa entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2022, ce qui coïncide avec la fin du bail actuel à Ottawa. Les sorties de fonds futures dans le cadre de ce bail de 15 ans s'élèvent à 24,6 millions de dollars. Le droit d'utilisation et les responsabilités correspondantes liées au bail seront établis au début du bail. Les charges d'exploitation estimées qui sont liées à ce bail sont comprises dans les engagements (voir la note 7).

## 5. Obligations locatives

	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Au début de l'exercice	7 158	10 120
Acquisitions	—	—
Frais d'intérêts	90	420
Paievements de location	(836)	(3 382)
	<u>6 412</u>	<u>7 158</u>
<b>Obligations locatives incluses dans l'état de la situation financière</b>		
À court terme	3 010	2 998
À long terme (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	1 956	2 637
À long terme (dans plus de cinq ans)	1 446	1 523
	<u>6 412</u>	<u>7 158</u>
	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
<b>Analyse des échéances des flux de trésorerie contractuels non actualisés</b>		
À court terme	3 318	3 328
À long terme (dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans)	2 754	3 465
À long terme (dans plus de cinq ans)	1 793	1 907
	<u>7 865</u>	<u>8 700</u>

## 6. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de projets de recherche pour le développement		
Courantes	38 691	45 995
Non courantes	3 647	5 992
	<u>42 338</u>	<u>51 987</u>

## 7. Engagements

### Projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 223,4 millions de dollars (216,8 millions de dollars au 31 mars 2021) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 125,5 millions de dollars (131,9 millions de dollars au 31 mars 2021) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 98,0 millions de dollars (84,9 millions de dollars au 31 mars 2021) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
D'ici un an	125 122	106 847
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	98 339	109 969
Total des paiements à effectuer	<u>223 461</u>	<u>216 816</u>

## Autre

Le Centre est tenu de respecter divers accords relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les accords expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2037. Les futurs paiements à effectuer en vertu de ces engagements, au 30 juin 2021, sont les suivants :

	<u>30 juin 2021</u>	<u>31 mars 2021</u>
D'ici un an	8 706	9 985
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	7 804	8 565
Dans plus de cinq ans	19 043	19 464
Total des paiements à effectuer	<u>35 553</u>	<u>38 014</u>

Après la signature d'un nouveau bail pour les locaux du Centre à Ottawa (voir la note 4), les engagements au 30 juin 2021 comprennent des coûts d'exploitation estimés à 25,2 millions de dollars jusqu'en 2037.

## 8. Éventualités

De temps à autre, le Centre peut être visé par des procédures judiciaires, des réclamations et des litiges qui surviennent dans le cours normal des activités. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état intermédiaire résumé de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

Au 30 juin 2021, il y avait une réclamation en cours totalisant 1,1 million de dollars pour lesquelles des provisions ont été enregistrées au passif (31 mars 2021 : 1,1 million de dollars).

## 9. Tableau des charges

	<u>30 juin 2021</u>	<u>30 juin 2020</u>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>		
Contributions destinées aux institutions et aux particuliers	36 724	36 404
Salaires et avantages liés aux activités de base	5 742	6 199
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés <sup>a</sup>	1 515	1 464
Services professionnels	1 239	1 489
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	521	572
Locaux	498	528
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	270	286
Charges liées aux projets cofinancés <sup>a</sup>	238	244
Intérêts sur les obligations locatives	62	80
Déplacements	27	143
Réunions et conférences	9	37
Autre	328	591
	<u>47 173</u>	<u>48 037</u>
<b>Services généraux et administratifs</b>		
Salaires et avantages sociaux	3 503	4 075
Services professionnels	573	472
Dépenses en logiciels	340	295
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	245	233
Mobilier de bureau, matériel et entretien	234	62
Locaux	193	164
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	87	261
Intérêts sur les obligations locatives	28	33
Déplacements	2	16
Autre	406	280
	<u>5 611</u>	<u>5 891</u>
<b>Total des charges</b>	<u>52 784</u>	<u>53 928</u>

<sup>a</sup> Comprend tous les coûts directement liés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre des projets cofinancés. Les charges à ce titre s'élèvent à 1 753 dollars (1 708 dollars au 30 juin 2020). Les charges visant les capacités de recherche correspondent à la pluralité des rôles que le CRDI joue en tant qu'organisme subventionnaire de la recherche, conseiller et courtier du savoir. Cela signifie que le CRDI est un organisme subventionnaire de la recherche et qu'il renforce les capacités des bénéficiaires tout au long du processus de recherche.

## 10. Contributions de bailleurs de fonds

Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	30 juin 2021	30 juin 2020
Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)	10 596	11 207
Affaires mondiales Canada	2 932	3 393
Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI)	1 886	531
Fondation Bill et Melinda Gates	1 542	2 035
Le Department of Health and Social Care du Royaume-Uni (DHSC)**.	1 309	1 149
Fondation Rockefeller	871	—
Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO)*	745	1 380
Fondation William et Flora Hewlett	745	70
Australian Centre for International Agricultural Research	668	1 127
Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas	623	20
Autres organismes bailleurs de fonds	562	448
	<b>22 479</b>	<b>21 360</b>

\* Anciennement appelé Department for International Development (UK Aid)

\*\* Anciennement connu sous le nom de United Kingdom Department of Health

## 11. Crédit parlementaire

	30 juin 2021	30 juin 2020
Crédit parlementaire annuel	148 611	141 849
Crédit parlementaire comptabilisé pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin	(29 000)	(30 700)
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	<b>119 611</b>	<b>111 149</b>

## 12. Reclassification

Le Centre a révisé les regroupements de postes budgétaires compris dans les catégories de dépenses liées au renforcement des capacités de recherche et aux services généraux et administratifs. Cette nouvelle présentation est le résultat des changements intervenus dans l'organisation et affectant l'État intermédiaire résumé du résultat global et la note 9, *Tableau des charges*.

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice en cours, le résultat net étant que 494 dollars des dépenses liées à l'amélioration des capacités de recherche ont été reclassés dans les dépenses liées aux services généraux et administratifs. Au 30 juin 2020, les dépenses liées à l'amélioration des capacités de recherche s'élèvent à 10 226 dollars, contre 10 720 dollars avant le reclassement, et les dépenses liées aux services administratifs et d'entreprise à 5 891 dollars, contre 5 397 dollars avant le reclassement.

# Nous joindre

## Siège social

### ADRESSE POSTALE

C.P. 8500

Ottawa (Ontario), Canada

K1G 3H9

### ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent

Ottawa (Ontario), Canada

K1P 0B2

Téléphone : (+1) 613-236-6163

Télécopieur : (+1) 613-238-7230

Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Visitez la page de [Contactez-nous](#) à [crdi.ca](http://crdi.ca) pour communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI.

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca).

crdi.ca